



Algérie : corruption et mal gouvernance

Entretien avec Omar Aktouf. Economiste, professeur à HEC Montréal

Par [Naima Benouaret](#) et [Omar Aktouf](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 20 mars 2013

[El Watan](#)

Omar Aktouf est professeur titulaire à HEC Montréal, membre fondateur du Groupe Humanisme et Gestion. Auteur de plusieurs livres, notamment sur le management, et auteur de plusieurs articles dans des revues prestigieuses qui lui ont valu maintes fois des distinctions et reconnaissances pour la qualité de ses travaux. Dans cet entretien, il dissèque sans complaisance la mal-gouvernance du pays et les affaires de corruption qui en résultent.

-Sonatrach est au cœur d'un nouveau grand scandale de corruption où sont mêlés le pétrolier italien ENI et le conglomérat canadien SNC Lavalin. Quelle est la lecture qu'en fait le professeur Aktouf, qui fut l'un des tout premiers cadres ayant servi notre compagnie pétrolière et gazière ?

Deux ou trois points me semblent être la lecture essentielle de ces «événements» : au moins historico-politique, macroéconomique et microéconomique. En premier lieu, est-il nécessaire de dire que ce genre de choses devait arriver et était inscrit, pour ainsi dire, dans les structures et les fondements de ce qu'est, hélas, le «système» algérien depuis presque toujours depuis notre indépendance. Quand on sait comment s'est donné naissance, dès après l'indépendance, ledit «Etat» algérien, avec toutes les magouilles entre gens de l'ouest, de l'extérieur, de l'intérieur, le «groupe d'Oujda», la Zone autonome d'Alger... il était clair que nous étions partis pour des compromissions sans fin... compromissions dans lesquelles l'Armée et ses matamores allaient se révéler une des clés de voûte... et ce, jusque ce que l'on anticipe pour les prochaines élections en 2014.

Or, qui dit compromissions dit «clans», et qui dit clans dit constants jeux de «monnaies d'échange» et autres «renvois d'ascenseur». Les pouvoirs installés et désinstallés en Algérie depuis juillet 1962 n'ont jamais été que coups de force — pour ne pas dire coups d'Etat —, plus ou moins déguisés, par urnes interposées ou non. Dans ces conditions, il ne peut que fleurir un terreau parfaitement idéal pour entretenir opacité totale autour de tout ce qui touche à la chose politique et économique : donc, nominations aux postes-clés de serviles commensaux et portes ouvertes à tous les détournements, abus de biens sociaux, accaparements... bref, à tous les visages de la corruption que l'on peut imaginer. En cela, l'Algérie n'est guère, du reste, différente de quasiment tout le reste des pays arabes et ex-colonisés d'Afrique.

-Ces pratiques ne sont, certes, pas une exclusivité algérienne. Mais ne pensez-vous pas que notre pays se distingue par l'étendue des marges de tolérance envers les excès ? L'Etat, dans ses structures, n'est-il pas devenu lui-même un

des principaux organisateurs de débordements, ne serait-ce que dans le domaine si lucratif des hydrocarbures ?

Une grande donnée particulière, malheureuse, demeure bien sûr la damnée énorme manne en hydrocarbures qui a permis et permet encore — avec les perspectives des produits de schiste en plus — toutes les gabegies. Je veux dire ici que les actuels mis en cause, tels les Bedjaoui, Chakib Khelil, Ben Aïssa, Mohamed Méziane, et autres Khalifa et consorts... ne sont certainement ni les premiers ni les derniers à avoir plongé les mains profondément dans les biens du peuple algérien. Je dirais même, et l'avenir me donnera sans doute raison, que nous n'assistons — si les enquêtes persistent (surtout de l'extérieur comme en Italie, au Canada...) — qu'au dévoilement d'une infime partie de la pointe d'un infini iceberg. Déjà, du temps où j'étais moi-même cadre à la Sonatrach — début des années 1970 —, il se murmurait discrètement qu'il existait des «détours occultes» fort lucratifs en intérêts pour nos rentrées pétrolières, dans d'obscures banques étrangères ; qu'il arrive qu'on perde la trace de tankers entiers...

-Et votre vision au plan macroéconomique nous renverrait-elle, encore une fois, au «mauvais» modèle américain adopté par l'Algérie dans la gestion de son économie, ses hydrocarbures en particulier. Un modèle où le pouvoir de l'argent influe sur le politique et dont vous n'avez, d'ailleurs, eu de cesse de mettre en en garde contre les effets pervers, notamment dans votre livre Halte au gâchis, en finir avec l'économie-management à l'américaine ?

Effectivement. Mon point de vue à l'échelle macroéconomique concernerait le fait que l'Algérie a, à l'instar de maints nouveaux pays décolonisés — bientôt néo-colonisés, adopté comme modèle économique — après tâtonnements pseudo socialistes —, le modèle made in US : le néolibéralisme doublé du capitalisme financier. Or, ce modèle est basé, en soi, sur quelques pivots essentiels (qui en font l'essence) : la domination des milieux d'argent sur le politique (républicains et démocrates aux USA ne sont que partis du pouvoir de l'argent : les premiers du sud-ouest, les seconds du nord-est), l'appât — légal mais immoral — du gain à tout prix ; l'idolâtrie de la réussite (par tous moyens possibles) matérielle privée-égoïste ; le mythe d'un dieu-marché qui, magiquement, organise les gains et mérites des uns et des autres ; le mythe de milieux d'affaires foncièrement bienfaiteurs et bons pour tous ; le mythe que ce même milieu d'affaires possède de façon immanente la capacité de penser, planifier, organiser, personnifier le bien-être général, etc.

Mais, surtout, une gigantesque mystification qui consiste à faire passer pour éminemment démocratique la pratique dite des «lobbies», qui n'est qu'un énorme système de corruption officielle «légale». Qui ne peut comprendre que, sous un tel «modèle», toutes les portes sont plus que grandes ouvertes à l'éclosion aussi spontanée que «naturelle» de corrupteurs et corrompus de tous acabits ? Bien plus amplement que du temps de la «chape» du boumédiénisme (sans oublier le fameux fonds de solidarité du temps de Ben Bella) ; dès après «l'ouverture» chadliste, il est devenu plus que jamais aisé et tentant de trafiquer tous azimuts, sans même quelque garde-fou que ce soit de type cadre pseudo «légale» comme aux USA, ni «registres de lobbies».

Il n'est qu'à voir les ravages que ces néolibéralisme-capitalisme financier font actuellement en Europe sur la base de brigandages à cravates et «d'abus» (mot poli pour masquer «salaires» hors entendements de patrons-bandits, vols, détournements, traficotages de taux de changes aux plus hauts niveaux bancaires...), et même aux USA, où la fameuse «falaise fiscale» vient d'amputer les services publics de près de 90 milliards de dollars... sur fond

d'euphorie boursière et de jubilations des nantis, plus que jamais à l'abri de l'impôt le moins juste, grâce à leur surnombre appuyé par les forces de l'argent au Congrès.

Voilà ce qu'est ce système que notre pays (sa classe dirigeante) a adopté : bar ouvert pour tous les magouilleurs au saloon de l'Etat — comité de gestion de la classe — commis qui le maintiennent au pouvoir et inversement. Comment échapper aux plus extravagants accaparements et à la corruption dans de telles conditions ? N'oublions pas que ce modèle US a généré les gigantesques scandales de type Enron, Arthur-Andersen, Xerox, Parmalat, Vivendi débuts 2000, puis les titanesques magouilles des Subprimes - sur fond de complicité des plus grandes banques et de Wall Street en 2008 ; n'oublions les scandales ELF, Total, frégates... qui ont secoué la France, ni les tripotages par Goldman Sachs de la dette grecque... etc., etc. jusqu'au triste feuilleton de collusions milieux du business-mafia-instances politiques (que révèle l'actuelle Commission Charbonneau) au Québec : ce modèle économique et managérial à la US porte en lui, de façon structurelle, les bases et conditions de la corruption. De toutes parts, et de toujours, il se nourrit de corrupteurs et de corrompus.

-Quels sont, d'après vous, les garde-fous à mettre en place pour une lutte plus énergique contre la corruption, éviter de tels débordements et en finir avec les récurrents «dévergondages» du sommet ? La corruption serait-elle une fatalité qui poursuivra toujours notre pays ?

Avant de vous répondre, je dois d'abord éclaircir le troisième point dont je vous ai parlé au début de l'entretien. Ce dernier point, qui est plus de niveau microéconomique, concerne le fonctionnement même de l'entreprise, des mécanismes selon lesquels les décisions se prennent, les salaires et avantages s'octroient... En entreprise de type US, le PDG est un quasi dieu et les membres du CA ses apôtres et prophètes. Mais là où le bât blesse, c'est qu'ils se cooptent entre eux (c'est exactement contre cela que le peuple suisse vient de voter —dimanche 3 mars 2013 — à plus de 67% : désormais, les salaires des dirigeants sont votés par les actionnaires, les parachutes dorés abolis, etc.).

Se «coopter», cela veut dire que Pierre vote le salaire et les primes et les parachutes... de Paul, et vice versa à l'infini, sous prétexte de «décisions délibératives-démocratiques des CA», lesquels CA ne sont que vastes jeux de chaises musicales entre patrons et nantis. Par ailleurs, le syndicat étant considéré comme une dangereuse maladie sociale, son éradication est l'œuvre la plus noble que politicien peut accomplir : donc, aucune défense des intérêts ouvriers égale «économie prospère».

Le management à la US et le néolibéralisme contre lesquels je lutte depuis des décennies sont le fertile terreau de l'opacité de gestion, de la toute-puissance sans limites des hautes sphères dirigeantes qui, alors, ont la bride sur le cou pour se livrer à toutes les magouilles comptables et financières imaginables. Si, en Algérie — et c'est là ma réponse à la question de «comment éviter» de tels abus et débordements —, on avait adopté plus tôt, comme je le crie depuis des années, le modèle du nord de l'Europe (Allemagne et Scandinavie, malgré toutes les inévitables imperfections qu'on voudra), on aurait du coup évité — ou grandement minimisé — toutes ces tares.

En effet, au niveau macro, il n'existe ni marché libre autorégulé ni bourses de spéculations débridées... et au niveau micro, les lois de la cogestion imposées depuis l'ère Bismarck et continuellement adaptées-mises à jour depuis, obligent à de sérieux garde-fous contre les dérives gestionnaires du capitalisme financier : le syndicat y est admis comme contrepoids

naturel pour une saine démocratie industrielle, il est admis comme co-gestionnaire de fait (y compris au niveau des décisions stratégiques) ; le management se fait de façon collégiale par comités paritaires à tous les niveaux ; et il y existe, tout spécialement, un comité dit «de surveillance», paritaire lui aussi, qui, comme son nom l'indique, «surveille» entre autres les factures et comptes, depuis l'atelier jusqu'au directoire suprême : bien difficile de dissimuler quoi que ce soit, de détourner ou de tricher sur les chiffres !

Qui plus est, bien souvent, y compris pour les très grands groupes, ce sont leurs banquiers-financeurs qui se chargent des tâches de contrôle, d'établissement des comptes, de tenues des livres... pour ... laisser l'entreprise et sa «direction» faire ce pour quoi elle existe : fabriquer de bonnes voitures ou de bons bateaux... pas passer son temps à triturer des états financiers ! Quand nous en serons là en Algérie, et aussi à la séparation radicale entre argent et pouvoir politique, alors la corruption reculera, sinon, je le crains, les temps à venir ne seront que pires de ce point de vue.

La source originale de cet article est [El Watan](#)
Copyright © [Naima Benouaret](#) et [Omar Aktouf](#), [El Watan](#), 2013

Articles Par : [Naima Benouaret](#) et [Omar Aktouf](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca